

Le premier geste politique de J.-P. Delamuraz

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1328

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009954>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Vacance gouvernementale

À l'annonce de la démission de J.P. Delamuraz, les photos ont fleuri dans toute la presse : portraits en pied ou en buste, instantanés rythmant le parcours du syndic-conseiller fédéral-président de la Confédération; mais aussi, très vite et comme en surimpression, des photos de papables, supposés ou annoncés.

LES RÉACTIONS À L'ANNONCE du départ de Jean-Pascal Delamuraz ont clairement traduit le capital de sympathie dont bénéficie le magistrat vaudois au sein de la population. L'homme est intelligent, habile manœuvrier, tenace dans la gestion des dossiers dès lors que l'habite la conviction de leur bien-fondé. Sa pugnacité à défendre jusqu'au bout la version gouvernementale de la Loi sur le travail en témoigne. Et il parle un langage direct, coloré, teinté d'humour et de distanciation, des qualités trop rares hélas sous la coupole fédérale.

L'État n'est pas une entreprise

JPD est-il pour autant irremplaçable? On pourrait le croire à lire et à entendre ces commentateurs lancés sur la piste de l'oiseau rare. Disons-le tout net, cette quête sur la base d'un portrait-robot du manager de haut vol à laquelle se livrent certains nous déplaît au plus haut point. Le salut devrait venir de l'économie privée, aujourd'hui étalon de la réussite. C'est ou-

blier que parmi ses dirigeants, nombreux sont ceux qui, tout comme dans la classe politique, manifestent journellement leur incompétence – défaut de prévision, absence de sensibilité à leur environnement social, vision à court terme. Quant aux qualités propres d'un chef d'entreprise, elles ne présagent en rien d'une capacité particulière à conduire l'État. L'action politique est autrement plus complexe que la direction d'une entreprise, aussi multinationale soit-elle. Le citoyen, plus critique que l'actionnaire, ne se contente pas d'une plus-value rapide car il est tout à la fois client, collaborateur non licenciable et patron. Inutile donc de rêver à un chef charismatique, familier des mécanismes de l'économie, pour prendre la tête du département vacant. L'élu(e) doit être d'abord un équipier, puisque la Suisse connaît un gouvernement collégial. Et avant de se soucier des besoins d'une économie qui tend à imposer ses règles à la société, il veillera à fixer les règles politiques qui permettent un arbitrage équitable entre tous les intérêts. *jd*

Le premier geste politique de J.-P. Delamuraz

C'ÉTAIT DANS LE foyer d'étudiants aménagé dans un ancien restaurant, le Guillaume Tell, sous réserve de mémoire fidèle. Il était situé au haut de la Barre, en ce temps où l'Université était entièrement logée à la Cité et à Rumine. Un groupe d'étudiants tenait conférence de presse pour présenter un manifeste. J'y assistais pour le journal *Le Peuple*.

Le manifeste était dans l'esprit du temps. S'il m'en souvient bien, il revendiquait pour l'étudiant un statut reconnu donnant droit notamment aux bourses d'étude. Peut-être même clairement à gauche et l'on pouvait voir dans l'animateur un futur socialiste. Il s'appelait Delamuraz, son manifeste n'était pas titré en forme de revendication mais portait, plus énigmatique, le nom de « Manifeste du Grenet ».

Le Grenet est une modeste rivière qui se jette dans la Broye. Elle a la particularité d'être alimentée par deux affluents qui prennent leur source de

chaque côté de la Tour de Gourze et portent des noms d'une fantasmagorie à la Böcklin : la Mortigue et la Neirigue. Aucune rivière ne s'approche si près du bassin lémanique, moins de 3 km, sans s'y jeter. Mais un captage permet de détourner une partie du Grenet dans le lac de Bret au profit de la Ville de Lausanne, qui l'exploite comme réserve pour son réseau d'eau.

Les interprétations rétroactives d'un destin sont faciles. Mais déjà le besoin, par tempérament extraverti, de s'affirmer; déjà le choix d'un réformisme concret; déjà le goût d'un ancrage géographique dans ce centrisme vaudois du partage des eaux européennes et déjà la symbolique de l'eau.

Définissant les objectifs de la Suisse dans une interview d'adieu, Delamuraz conseiller fédéral plaçait, en numéro un, la formation. Par cette conviction, il assurait la continuité avec son premier geste politique, il y a quarante ans, quand il n'était pas encore radical.

ag